L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 73 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLÉANS.
JEUDI, 17 NOVEMBRE 1887

PETITES ANNONCES.

A VENDRE.

A VENDRE — Une guerite, fenêtre et chantier de bois à refendre, 3e Justice district. S'adresser coin North Peters et Tricou. 18nov—5f

A VENDRE — Sou de riz à vendre aux plus bas prix du marché, au Lamark Rice Mill, bureau No 71 rue Decatur. 13 nov—2f

A VENDRE — Pour cause de départ, la grande voiture coin Bourgogne et Toulouse, côté nord. Pour toute information s'adresser sur les lieux. 11 nov—1sem

A VENDRE, louer ou cultiver à la métairie, s'adresser et demi de ferme de première qualité, fraîchement labourée et prête à la culture d'arbres fruitiers, de légumes ou de fleurs—avec jolie maison de résidence et tous les accessoires de ferme, située rue Broad, No 3387, entre O'Reilly et Aubry. S'adresser au No 125 rue Bourbon. 8 nov—1f

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Mme Catherine Han, femme de J. D. Schlumbrecht.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 21,194—Division C. Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification, les taxes (s'elles en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Henry Schlumbrecht, administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distributoires conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
16 nov—16 20 25

Succession de Mary Emma Schiller, femme décédée de O. A. Fairex.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No. 22,054—Division C. Ce Attendu que Mme Caroline N. Schiller, femme de Robert Hodges a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de Mme Emma Schiller, femme décédée de O. A. Fairex, décédée intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
12 nov—12 16 20

Succession de Jules Victor

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 21,231—Division D. Attendu que Gabriel Victor a présenté une requête publique à présenter une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Jules Victor, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
W. J. McGEEHAN, Greffier.
9 nov—9 15 18

PAR LE CONSTABLE.

François A. Maugin contre Joseph Pisania

DEUXIÈME COUR DE CITÉ de la Nouvelle-Orléans. No 48 bis—Ex parte Un writ de fieri facias a été émis par la Deuxième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, le présent jour à vente à l'encan publique à moi adressé par No 901 Exécution de la Deuxième Cour de Cité de la Deuxième District de la Nouvelle-Orléans, en faveur de François A. Maugin contre Joseph Pisania et à moi directement adressé, pour la somme de $1,000 avec intérêt à 5 par cent par an depuis le 17 Mars A. D. de la présente et dépens de cette cause.

Un lot de terrain de marais et quatre mules ayant appartenu à Joseph Pisania, situés dans la Paroisse d'Orléans.

Conditions—Comptant sur les lieux.
AUBREY PARENTS,
Constable de la Deuxième Cour de Cité.
12 nov 16 23

Compagnie d'Assurances Mutuelles des Marchands de la Nouvelle-Orléans.

No 104 RUE DU CANAL.

Trente-deuxième Etat de Situation Annuel.

CONFORMÉMENT aux exigences de sa Charte, la Compagnie publie l'exposé suivant :

Primes reçues durant l'année expirant mai 1887, y compris les primes non acquises de la précédente année—
Primes sur les risques d'incendie.. $185,875 30
Primes sur les risques de rivières.. 6,577 07
Primes sur les risques de rivières.. 4,709 65

Total des primes.. $197,156 02
Moins les primes non échues.. 54,874 00

Primes nettes acquises à la date du 31 mai 1887.. $142,282 02

Perte à payer—
Sur risques d'incendie.. $50,345 05
Sur risques maritimes.. 3,078 48
Sur risques de rivières.. 1,523 80
Taxes et dépenses, même l'intérêt.. 3,355 98
Réassurances et primes remboursées.. 19,627 13 — 77,930 54

Profits.. $64,351 48
Moins 7½ p 0 0 de valeur de pave 45,000

Réserve pour les réclamants au non ajustées.. 15,000 00 — 60,000 00

En plus.. $4,351 48

La Compagnie a l'actif suivant :
Immeuble.. $252,327 06
Actions de Banques de Compagnies de Chemins de fer et autres.. 56,736 77
Billets garantis par hypothèques et nantissements.. 104,939 95
Billets à recevoir.. 54,724 51
Primes en voie de recouvrement.. 22,572 97
Action de la compagnie du chantier "Dry Dock" de Vallette.. 11,362 50
Jugements sur les billets hypothécaires.. 4,335 00
Comptant en caisse.. 35,772 25

$512,771 01

L'exposé qui précède est une copie juste, vraie et exacte des livres de la Compagnie.

E. W. NOTT, Secrétaire. P. FOURCHY, Président.

ETAT DE LA LOUISIANE, } Paroisse d'Orléans, } Ville de la Nouvelle Orléans }

Fait et signé par devant moi ce 13me jour de juin 1887.

R. B. TRIST, Notaire.

DIRECTEURS :

D. A. Chauffraix	Jos A. Shakespeare.
M. W. Smith	W. H. Bofinger.
Paul Capdevielle	Jac B. Lallande.
Armede Mopitos.	D. Pulo.
Paul Fourchy.	D Bassett.
	Aldes McLellan.

3 juin—1m

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

PLUS D'UN MILLION DISTRIBUÉ.

L. S. L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature en 1868, dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public.

La création de la Compagnie a été ratifiée, par un vote populaire énorme, et reconnue par la présente Constitution dans l'article 258 adoptée le 2 décembre 1879.

Ses Grands Tirages à Numéro Simple auront lieu tous les mois, et ses **Grands Tirages Semestriels** ont lieu tous les six mois (Juin et Décembre).

Nous déclarons par les présentes, que nous prédisons à tous les tirages mensuels et semestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui, nous en donnons l'assurance ont lieu avec la plus grande honnêteté, à plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis à vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons les fac simile de nos signatures.

COMMISSAIRES.

Grand Tirage Semestriel,

— A —

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE-ORLEANS,

MARDI, 13 DEC. 1887.

GROS LOT:

$300,000

100,000 Billets à Vingt Dollars chacun. Demi-Billet $10; Quart de Billet $5.00 : Dixième de Billet $2: Vingtième de Billet $1.

LISTE DES LOTS :

1 Lot de	$300,000, soit	$300,000
1 Lot de	100,000,	100,000
1 Lot de	50,000,	50,000
1 Lot de	25,000,	25,000
2 Lots de	10,000,	20,000
5 Lots de	5,000,	25,000
25 Lots de	1,000,	25,000
100 Lots de	500,	50,000
200 Lots de	300,	60,000
500 Lots de	200,	100,000

PRIX D'APPROXIMATION :

100 Lots de $500, soit	$50,000
100 Lots de $300,	30,000
100 Lots de $200,	20,000

PRIX TERMINAUX.

1,000 Lots de $100, soit	$100,000
1,000 Lots de $100,	100,000
3,136 Lots se montant à	$1,055,000

☞ Pour les Clubs ou toute autre information s'adresser au soussigné. Votre écriture devra être distincte et la *Signature lisible*. On s'assurera le service le plus rapide de la Poste en envoyant une enveloppe portant votre adresse en plein.

Remises par Postal Notes, Express Money Order, ou change de New York, dans des lettres ordinaires. Monnaie courante par l'Express (à nos frais). Adresser à

M. A. DAUPHIN,
Nouvelle-Orléans, Lne.

Adresser vos lettres enregistrées à
la New Orleans National Bank,
New Orleans, La.

RAPPELEZ VOUS que la présence des généraux Beauregard et Early, qui sont chargés des tirages, est une garantie de la parfaite loyauté qui préside à la distribution des lots. Les chances sont égales pour tous. Personne ne saurait prévoir le numéro qui tire un lot.

RAPPELEZ-VOUS que le paiement de tous les lots est GARANTI PAR QUATRE BANQUES NATIONALES DE LA NOUVELLE-ORLÉANS et que les billets sont signés par le président d'une institution dont les droits, inscrits dans une charte d'un caractère particulier, ont été reconnus par les tribunaux les plus élevés. Défiez-vous donc des contrefaçons et des plans nouveaux.

CHARTE.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

ETAT DE LA LOUISIANE, } Paroisse d'Orléans, } Ville de la Nouvelle Orléans.

CE TROISIÈME jour du mois d'OCTOBRE, de l'année mil huit cent quatre-vingt sept et le cent douzième de l'Indépendance des Etats Unis.

Par devant moi, ALPHONSE VICTOR PHILLIPS, notaire, dûment reconnu dans et pour la ville de la Nouvelle-Orléans, paroisse d'Orléans. Etat de la Louisiane, domicilié en ladite ville et paroisse, en la présence des témoins ci après nommés et des associées, ont comparu personnellement les différentes personnes dont les noms figurent dans cet acte, lesquelles ont déclaré que se conformant aux dispositions des lois de cet Etat relatives à l'organisation des corporations pour fins d'utilité publique, et spécialement des privilèges assurés par la loi No 111 de 1882, approuvée le 5 juillet 1882, elles constituaient et s'y engagent ainsi que leurs associés et successeurs de former et constituer une corporation pour les fins et objets ci après, et en vertu des stipulations et règlements qui suivent savoir :

ARTICLE Ier.

Le nom et le titre de cette corporation sera la "NEW ORLEANS SAFE AND LOCK COMPANY," elle aura sous ce nom, pouvoir et autorité, pendant vingt cinq ans, à partir de la présente date, de tenir tous les actes nécessaires à l'objet qu'elle se propose; de détenir, recevoir, acheter et vendre, sous son nom légal, des biens fonds et des biens meubles ; de prêter de l'argent sur garantie ; de nommer et désigner tels officiers, directeurs et agents qu'exigeront ses intérêts et ses besoins ; d'adopter les règlements nécessaires à la bonne administration de ses affaires ; de les changer et modifier à son gré, d'accomplir enfin tels autres actes qu'elle jugera nécessaires et convenables pour remplir ce but de sa création.

ARTICLE II.

Le domicile de la dite corporation sera établi dans la ville de la Nlle Orléans, Etat de la Louisiane. Tous les engagements et toutes les pièces judiciaires seront valables au prédécent de ce jour entre ces dernières et la dite corporation partout ailleurs que dans la dite ville de la Nouvelle Orléans.

ARTICLE III

L'objet de la dite corporation est de fabriquer, vendre et louer des coffres-forts, serrures de sureté, voutes et ouvrages de sureté, ainsi que d'autres articles en fer et en acier, en métal ou autre matériaux, en tout ou en partie, et dans ce but, de se procurer par voie d'achat tous autres articles nécessaires et de les convertir en d'autres articles pour l'application ou l'emploi de machines et autres appareils ; aussi de vendre ou de louer ces articles ainsi manufacturés, et de construire ou d'entreprendre une fabrique, pour les dits articles.

ARTICLE IV.

Le capital de ladite corporation est fixé à la somme de quarante mille dollars divisés en cinq cents actions de cent dollars chacune, vingt mille pour cent du montant de chaque action devant être payés comptant lorsque vingt cinq mille dollars du capital auront été souscrits et vingt pour cent seulement de la balance du capital devant être payés comptant à mesure du conseil de direction en sommera de temps pour cent au plus du montant, et à des intervalles de trente jours au moins.

ARTICLE V.

Les pouvoirs de corporation de la dite corporation seront exercés par un Conseil de Direction composé de sept actionnaires dont chacun devra détenir au moins cinq actions de son capital. Le dit conseil de direction fait partie du susdit nombre d'actions du capital de la dite Compagnie. Toutes les élections subséquentes publiques et privées, dans les quelles cet article sera changé par une décision de la majorité des votes pour être valables devront avoir lieu le second mardi de janvier de chaque année. La première élection aura lieu le second mardi de janvier 1888, entre les actionnaires qui auront acheté dans les huit mois de la date ou présente. Le Conseil de Direction, dans sa première réunion après chaque élection devra nommer parmi ses membres un président, un vice président et un Secrétaire lequel pourra ou ne pourra pas être aussi un actionnaire. Il pourra aussi désigner un Administrateur et tels autres officiers, agents et employés qu'il jugera nécessaire, et il pourra les congédier à son gré. Il aura aussi le pouvoir de fonder de temps en temps tels règlements et modifier et amender en tout ou en partie ceux déjà en force de la corporation de faire de emprunts et d'hypothéquer à cet effet les biens de la corporation de faire des contrats, et de procéder à tous les actes rapportant à ou but et que pourront les lois susdites alors en force autoriser.

Les personnes suivantes composeront le premier conseil de direction de la Compagnie et exerceront leurs fonctions jusqu'à l'élection qui aura lieu le premier mardi de janvier 1888, et jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus savoir :

Emile Mathé H. Dupuy, Alphonse H. Phillips, W. Tenbroeck William T. Coats, Leonhard Xaef Edward A. Pallier et Auguste Rey.

ARTICLE VI.

Quand la dissolution de cette corporation deviendra nécessaire par l'expiration de sa charte ou pour toute autre cause, elle sera faite par trois arbitres sous la surveillance de trois directeurs actuels de cette dite corporation, ou tout autre nombre de directeurs qui pourra exister à cette époque, à moins que les actionnaires de la dite corporation, par leur acte ou leur vote, ne nomment pour leur arbitres des personnes autres que les directeurs actuels.

ARTICLE VII.

Les actionnaires consentent à ce que la dite corporation commence ses opérations aussitôt que deux cents actions du capital auront été souscrites et payées.

ARTICLE VIII.

Aucune action ne sera considérée comme souscrite ou ne sera entrée dans le calcul pour la formation pour une somme excédant la somme de ses actions non payées par plus que une mensualité de deux dollars par action, et il sera loisible à la charte ou à la corporation de contracter à toute autre obligation qu'elle se jugera à propos tant de ses actions.

ARTICLE IX.

Le fonds capital de cette corporation pourra être augmenté à n'importe quel montant n'excédant pas cent mille dollars, divisés en mille actions de cent dollars chacune, lorsque tout le capital actuellement souscrit aura été entièrement payé en argent comptant ou en propriété réelle, ou en partie en argent et en partie en propriété réelle, et lorsque une augmentation de fonds capital aura été ainsi effectuée, elle devra être publiée dans un journal quotidien de la ville de la Nouvelle Orléans pendant trois semaines consécutives, et un certificat devra être fait relativement au fonds capital ainsi augmenté, et ce certificat, auquel nous joignons les fac similé de nos signatures

[illegible]

COMMISSAIRES.

Je soussigné, annotateur des hypothèques, en et pour la paroisse d'Orléans, Etat de la Louisiane, certifie ici que l'acte d'incorporation qui précède de la "New Orleans Safe and Lock Company" a été donné en enregistrée en mon bureau, dans le livre 368, à la page 202.

Nouvelle Orléans, le 7 octobre 1887.

Signé : GEO. GUINAULT,
Deputé Annotateur.

Je certifie que les lignes qui précèdent sont une copie exacte de l'acte d'incorporation de la "New Orleans Safe and Lock Company" et de l'attestation qui y est annexé, enregistrée en mon étude.

En foi de quoi, j'ai apposé ma signature et mon sceau officiel ce 8me jour d'octobre A. D. 1887.

ALPHONSE PHILLIPS,
9 oct—5 f an 1 m Notaire.

Bureaux des percepteurs de taxes d'Etat, paroisse d'Orléans,

Nouvelle Orléans, 18 octobre 1887.

Avis aux acheteurs de propriété sous l'acte No 8854 Liste des personnes dont les propriétés ont été vendues à l'Etat pour taxes non payées de 1880 et les années subséquentes :

Attendu qu'un grand nombre de personnes qui ont acquis des propriétés sous l'Acte No 82 de 1884, ayant assumé et promis de payer les taxes, frais, etc., dus sur les mêmes propriétés pour 1880 et les années subséquentes, et ainsi payé conformés aux conditions de la vente sur la même propriété ayant été vendue à l'Etat pour les taxes de 1880 et les années subséquentes, et comme le délai dans lequel les dits paiements peuvent être faits et la propriété rachetée expirera bientôt, avis est par le présent donné aux acquéreurs sous le dit acte et à toutes les autres personnes dont la propriété a été vendue à l'Etat pour les taxes de 1880 et les années subséquentes qu'à moins que la dite propriété ne soit rachetée dans les limites fixées par la loi, le tribunal a été autorisé à la dite propriété et lorsqu'une augmentation en fonds capital aura été effectuée, devoir être publiée dans un journal quotidien de la ville de la Nouvelle Orléans pendant trois semaines consécutives, et un certificat devra être fait relativement aux fonds capital ainsi augmenté, ce certificat auquel nous joignons les fac similé de nos signatures

[illegible]

ARTICLE XI.

Cette corporation entrera en fonctions et commencera les affaires aussitôt que deux cents actions du fonds capital auront été souscrites. Ainsi fait et passé en la cité et ville susdites, dans la ville de la Nouvelle Orléans, Etat de la Louisiane, le jour et la date ci dessus susdits en présence de témoins requis et connus, qui ont apposé leurs signatures avec celles des dites personnes et la mienne

(Ont signé)

C. MADUELL,
H. BUCHER COLEMAN,
C. B. W. TIMBERLL,
GEO. J. MULLER,
W. T. COATS,
PH. NAGELE,
P. NAGELE,
LEONHARD XAEF,
JOSEPH P. HORNER, P. G. H. W. T.,
S. HERNSHEIM BROS & CO.,
per
[illegible] P. G. H. W. T.,
W. S. BENEDICT, PP. G. H. W. P. T.,
GEO. THOMPSON, PP. W. T. C.,
GEO. D. FINE BROS, W. T. C.,
J. MANCUSO, P. W. T. C.,
JOHN MULLER, P. W. T. C.,
COATS.
SAML. GUININEE.
JAS. SIMOIN.
ALPHONSE PHILIPS, Notaire Public.

ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTES PAR LE SHERIFF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente de prescrits améliorés de valeur dans le Troisième District.

Jean Bonbède vs Pierre Pouech.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 22,338—Division C. En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre la rue Gravier et la Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le MARDI, 13 décembre 1887, à midi, de la propriété ci après décrite, à savoir :

Trois lots de terre ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et les droits, voise, privilèges, servitudes et avantages y appartenant, situés dans le Troisième District de cette ville, dans l'Ilet borné par les rues Dauphine, Reynès, Bourgogne et Forstall (laquelle dernière rue était anciennement la ligne de division de la propriété de Don Miguel G. de Lizardi) les dits lots sont désignés par les numéros Un, Deux, Trois, Quatre, Cinq, Sept, Huit, Neuf, Onze, Douze, Treize, Quinze et Quinze sur un plan lithographique annexé à un acte passé pardevant Gustave La Gardeur, jr., notaire, le 9 novembre 1869, et annalisé sur un cahier passé pardevant J. A. Grillemécourt, voyer, le 10 mars 1870, annexé à la susdite passé pardevant Michael V. Dejan, notaire, le 15 février 1877, mesurant en mesure américaine comme suit, à savoir : les lots numéros Un, Deux, Trois, Quatre et Cinq contigus l'un à l'autre, et mesurant chacun vingt huit pieds un pouce de front sur la rue Dauphine sur une profondeur de cent vingt deux pieds cinq pouces et demi, et Onze, Douze, Treize, Quinze et Quinze contigus l'un à l'autre et mesurant chacun vingt huit pieds un pouce de front sur la rue Bourgogne sur une profondeur de cent vingt deux pieds cinq pouces et demi, et contiguës l'un à l'autre, et mesurant ensemble vingt quatre pieds de front sur la rue Reynès sur une profondeur de cent vingt deux pieds cinq pouces et demi.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.
THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
11nov—11 18,25—2 9 13dec.

ANNONCE JUDICIAIRE.

W. T. Richards vs John Rochm, jr. et Emma E. Rochm, veuve, etc.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 22,174—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse des Encanteurs Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre Gravier et Ulle Commerciale Place, dans le Premier District de cette ville, le MARDI 29 novembre 1887, à midi, de la propriété ci après décrite, à savoir :

Trois lots de terre ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et les droits, voise, privilèges, servitudes et avantages y appartenant, situés dans le Troisième District de cette ville, dans l'Ilet borné par les rues Lesseps, Derbigny, Elysian Fields et Piétonne, les dits lots sont désignés par les numéros Cent Quatre Vingt Quatre, Cent Quatre Vingt Cinq et Cent Quatre Vingt Six sur un plan de subdivision fait par Numa Pilié, arpenteur, le 11 mai 1887, et annexé à un acte passé pardevant Edouard Lanoux, notaire, le 12 mai 1887, mesurant chacun trente pieds de front sur la rue Lesseps sur une profondeur de cent pieds.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.
THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
27oct—3,10 17,24 29 nov

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente par le Shérif Civil de propriété améliorée et de valeur sur la rue St. Charles entre l'Avenue Peters et la rue Tricou.

William Harrar vs. Mme Ellen A. Souby et mari.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 22,364—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse des Encanteurs, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre la rue Gravier et la Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le MARDI, 13 décembre 1887, à midi, de la propriété ci après décrite, à savoir :

Un cottage de choix à deux étages, construit en briques et pierres, situé sur la rue St. Charles, entre l'Avenue Peters et la rue Tricou, mesurant en mesure américaine comme suit, à savoir : les dits terrains mesurent trente pieds de front sur la rue St. Charles sur une profondeur de cent quatre vingt pieds, le tout plus ou moins, et contenant ensemble cinq mille quatre cent pieds de superficie, le tout plus ou moins, et étant le numéro Cinq cent Quatre Vingt Quatre du plan de subdivision de Mme Veuve Mary Ann Buckner, dressé par Numa Pilié, arpenteur, le 11 mai 1887, et annexé à un acte passé pardevant Edouard Lanoux, notaire, le 12 mai 1887, enregistré dans le livre 368, à la page 202.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant sur les lieux.
THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
12oct—15 22 29—6 13 17dec

Avis aux Créanciers.

Département du Trésor.

Bureau du Contrôleur de la Circulation (Comptroller of the Currency).
Washington, D. C., 9 juin 1887.

AVIS.

Aux créanciers de la "New Orleans National Banking Association of New Orleans, La.", insolvable.

Un dividende de 2 pour cent faisant en tout 62,000 dollars a été déclaré en faveur des créanciers de cette association ci dessus nommée, susdit valeur qui restait alors et dont on pouvait disposer. Dite Banque a constaté en une réclamation contre E. D. Le Blanc, ancien possesseur associé de N. S. Williams, pour $50,000.85. Une action en recouvrement a été instituée à la Cour Suprême des Etats Unis, le présent dividende ne pourra être payé que lorsque la Cour Suprême des Etats Unis le susdit